



*Formés pour informer, actualités 24h*

RCCM : CD/KNM/RCCM/21-B-00128 ID. Nat. : 01-15801-N76233W  
N° d'impôt : A2313332S Tel : +243 828768314  
Mail : newsagency54@gmail.com / mokokojacques9@gmail.com

## Congo, Nouveau gouvernement



# Moungala garde la communication

P.2

## A Kasindi, la police serre la vis contre les conteneurs hors normes

P.9

### Exode rural en RDC

**Grégoire Mutshail veut «créer des conditions favorables pour le retour des gens aux villages»**

P.4



# Nouveau gouvernement, Moungala garde la communication

24NEWS HEBDO  
Formés pour informer, actualité 24 heures.

## EQUIPE

Directeur Général :  
Jacques Amboka Mokoko

## REDACTION CENTRALE

Rédactrice en chef :  
Sylvie Ndaye

Secrétaire de rédaction :  
Gires Kasongo

Secrétaire de rédaction ad-  
joint : Don Mbavu

## JOURNALISTES

Gires Kasongo  
Zephy Amboka  
Faustin Kalenga  
Betty Feza  
Eunice Mukika  
Nezolo Bura  
Don Mbavu  
Jacques Amboka

## CORRESPONDANTS

Lubumbashi : Los Adonis

Congo- Brazzaville :  
Solange Gandja

Angola :  
Gonçalves Emmanuel Neves

Côte d'Ivoire :  
Olive Adjakotan

Belgique :  
Paulo Maria Tchiwahil

République du Congo  
Solange Geandja

Commercial :  
Arlette Mpiko

Web master :  
Reddy Mavungu  
Urbain Kavula

Intégrateur de contenu :  
Betty Feza  
Nathan Amboka  
Moïse Mbikayi  
Freddy Lumbala

Administration :

Finances : Libya Mopambo  
Jodelle

Marketing : Solange Jenny  
Benly

Contact: +243828768314



La République du Congo s'est dotée d'un nouveau gouvernement, après les élections du 15 mars qui ont consacré la victoire de Denis Sassou Nguesso avec plus de 80% de voix. La nouvelle équipe illustre une volonté de continuité dans l'action publique tout en affichant des ambitions renouvelées. Sous l'autorité du président Denis Sassou N'Guesso et la coordination du Premier ministre Anatole Collinet Makosso, cette équipe entend relever les défis économiques, sociaux et institutionnels du pays.

Au sein de cette nouvelle architecture, le ministère de la Communication et des Médias occupe une place stratégique. Quand on veut y aller avec certitude on fait recours souvent à ceux qui maîtrisent le secteur. C'est justement dans cette optique que le chef de l'état a reconduit beaucoup notamment le premier ministre et tant d'ayutes, notamment Thierry Lézin Moungalla, ministre de la communication qui est chargé de porter la voix officielle de l'exécutif et d'assurer la cohérence du discours public, tant sur le plan national qu'international.

Figure bien connue du paysage politico-médiatique congolais, Thierry Lézin Moungalla s'inscrit dans une trajectoire marquée par la fidélité au régime et une expérience consolidée dans la communication institutionnelle. Au fil des années, il a su s'imposer comme un acteur clé dans la gestion de l'image gouvernementale et dans la structuration des stratégies médiatiques.

«S'il n'était pas né, on le créerait. L'homme maîtrise l'art oratoire, parle avec sérénité et confiance, quand on l'écoute, on change d'avis si on s'oppose à la ligne gouvernementale, il aborde des questions difficiles et arrive à faire rallier les opinions contraires», nous dit un acteur politique de l'opposition. Sa reconduction traduit la confiance renouvelée des autorités, mais aussi la nécessité de maintenir une communication maîtrisée dans un environnement médiatique en constante mutation. À l'ère du numérique, son rôle devient encore plus central pour renforcer la transparence, améliorer l'accès à l'information et rapprocher les institutions des citoyens.

Le ministre a exprimé sa reconnaissance et son engagement : « Reconnaisant envers SEM. Denis Sassou N'Guesso, Président de la République, Chef de l'Etat et le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Anatole Collinet Makosso pour leur confiance. Honoré de servir de nouveau comme Ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du Gouvernement pleinement engagé pour accélérer notre marche vers le développement. », a-t-il écrit sur sa page Facebook. Un message qui illustre sa détermination à accompagner l'action gouvernementale.

Ci-dessous la liste non exhaustive de l'équipe du nouveau gouvernement

- Premier ministre : Anatole Collinet Makosso
- Vice-Premier ministre, chargé de la

**...Suite de la page 2**

Coordination, des Infrastructures, du Développement et de l'Aménagement du territoire : Jean-Jacques Bouya  
 - Ministre d'État, ministre à la Présidence chargé des Affaires politiques : Pierre Oba  
 - Ministre d'État, ministre de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat : Alphonse-Claude Nsilou  
 - Ministre d'État, ministre de la Fonction publique, du Travail et du Dialogue social : Pierre Mabiala  
 - Ministre de la Défense nationale : Raymond Zéphirin Mboulou  
 - Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation : Jean Ollessongo

Ondaye  
 - Ministre de la Culture, des Arts, du Patrimoine national et de l'Industrie touristique : Jean-Claude Gakosso  
 - Ministre des Sports, de la Jeunesse et de l'Éducation civique : Hugues Nguélondé  
 - Ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger : Constant Serge Bounda  
 - Ministre du Contrôle d'État, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs : Noël Léonard Essongo  
 - Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage : Paul-Valentin Ngobo

- Ministre des Finances et du Budget : Christian Yoka  
 - Ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique : Bruno Jean-Richard Itoua  
 - Ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement : Thierry Lézin Mougalla  
 - Ministre des Affaires foncières et du Domaine public : Jean-Marc Thystère Tchicaya  
 - Ministre de la Santé et de la Population : Jean-Rosaire Ibara  
 Jacques Amboka

**Belgique****“On prend les richesses, on rejette les hommes” : un député belge fustige la politique d’asile envers les Congolais**

Le député travailliste belge Julien Ribaud est monté au créneau, jeudi 23 avril, pour dénoncer la politique d'asile de la Belgique à l'égard des ressortissants congolais. Sa réaction fait suite aux récentes déclarations de la ministre de l'Asile, Anneleen Van Bossuyt, concernant l'augmentation des demandes introduites par des Congolais.

Dans une sortie particulièrement critique, l'élu accuse la ministre de décourager ouvertement les Congolais à solliciter une protection en Belgique. « Madame la Ministre, vous êtes allée expliquer aux Congolais qu'ils ne doivent pas venir ici chercher une vie meilleure au motif que les conditions économiques ne le justifieraient pas. C'est pour le moins interpellant », a-t-

il déclaré.

Au-delà de cette prise de position, Julien Ribaud dénonce ce qu'il considère comme une incohérence dans la posture du gouvernement belge. Selon lui, les autorités privilégient les intérêts économiques au détriment des réalités humaines. Il rappelle, dans ce contexte, le poids de l'histoire coloniale et des relations économiques entre la Belgique et la République démocratique du Congo. « Pour la bourgeoisie belge, les motifs économiques ont toujours été valables. Du règne de Léopold II pour le caoutchouc à l'Union minière pour l'uranium, jusqu'à aujourd'hui où votre gouvernement s'intéresse au cobalt, au cuivre et au coltan de la RDC, au nom des intérêts

économiques belges et européens », a-t-il affirmé.

Le député estime que l'exploitation des ressources naturelles congolaises par les puissances occidentales contribue à fragiliser les conditions de vie des populations locales, alimentant ainsi les flux migratoires. Une situation qu'il juge paradoxale, voire injuste.

« Il faut aller au bout du raisonnement, Madame la Ministre. Les violences et le pillage des ressources rendent impossible, pour de nombreux Congolais, de construire une vie digne et sécurisée dans leur pays. Ils ne fuient pas par choix, mais par nécessité. Pourtant, une fois arrivés ici, ils sont traités comme des criminels. D'un côté, on prend les richesses ; de l'autre, on refuse les êtres humains », a-t-il conclu.

Pour sa part, Anneleen Van Bossuyt avait justifié la fermeté de la politique belge en matière d'asile lors de sa récente visite en République démocratique du Congo. Elle évoquait notamment une hausse significative des demandes d'asile, passées de 1 300 à 2 500 dossiers introduits par des Congolais.

Zéphyrin Amboka Pengume

## Exode rural en RDC



# Grégoire Mutshail veut «créer des conditions favorables pour le retour des gens aux villages»

Kinshasa, le 23 avril 2026 – Le Ministre d'Etat en charge du Développement rural, Grégoire Mutshail Mutomb, a animé une séance académique consacrée aux perspectives stratégiques du développement rural en République Démocratique du Congo. La rencontre s'est tenue dans la salle de plénière du Conseil Économique et Social, avec la participation de son président national Jean-Pierre Kiwakana Kimayala.

Cette importante séance s'inscrit dans le cadre des travaux d'approfondissement menés par le Conseil Économique et Social, visant à renforcer la pertinence des politiques publiques en faveur des milieux ruraux et à impulser une transformation durable du secteur agricole.

Les échanges ont principalement permis d'enrichir le projet d'avis

en cours d'élaboration par la Commission AGRIDEV, intitulé « la redynamisation du paysannat en RDC : enjeux et perspectives ». Les participants ont examiné les principaux leviers de relance du monde rural, notamment l'accès au financement des agriculteurs, la modernisation des techniques agricoles ainsi que l'amélioration des infrastructures de base en zones rurales.

Dans son intervention, le Ministre d'Etat en charge du Développement rural a insisté sur la nécessité d'un engagement collectif pour créer des conditions favorables au retour vers les milieux ruraux, dans une logique de rééquilibrage territorial et de lutte contre l'exode rural.

« Nous avons besoin de l'appui de tout le peuple congolais. C'est lorsque nous allons réussir la revitalisation, donc créer des conditions attrayantes pour la

jeunesse pour qu'elle retourne dans le monde rural. Nous voulons donc faire l'exode urbain. Ceux qui ont quitté les villages et sont arrivés en ville, nous voulons qu'ils rentrent. Alors nous devons créer des conditions. Nous devons écouter toutes les intelligences de la République pour avoir un bon programme qui va accompagner la vision du Chef de l'État », a déclaré Grégoire Mutshail Mutomb après avoir convaincu la plénière.

Le Président du Conseil Économique et Social a, pour sa part, rappelé l'importance de formuler des recommandations pratiques et opérationnelles, susceptibles d'accompagner efficacement l'action gouvernementale en faveur d'un développement rural inclusif, durable et orienté vers les résultats.

Cellule de communication / DevRural

**RDC–Economie**

## Doudou Fwamba rassure sur l' Eurobond et les 1,25 milliard USD mobilisés

Le ministre des Finances, Doudou Fwamba Likunde Li-Botayi, a été auditionné vendredi 24 avril devant l'Assemblée nationale pour apporter des éclaircissements sur l'émission du premier Eurobond de la République démocratique du Congo.

Cette séance fait suite à une question d'actualité du député Guy Kabongo, portant sur les conditions et les implications de cette opération financière sur les finances publiques du pays. Devant les élus nationaux, le ministre a expliqué que cette émission constitue une étape majeure pour l'économie congolaise, car elle permet désormais à la RDC d'accéder aux marchés internationaux de capitaux. Il a souligné que malgré un contexte économique mondial marqué par des

incertitudes, le pays a réussi à mobiliser plus d'un milliard de dollars américains, grâce à la confiance des investisseurs.

Doudou Fwamba a toutefois insisté sur le fait que le principal enjeu ne réside pas uniquement dans le montant levé, mais surtout dans la crédibilité financière acquise par la RDC. Cette crédibilité, selon lui, est le résultat des réformes économiques engagées sous le leadership du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le ministre des Finances a également précisé que les fonds obtenus seront orientés vers des projets structurants, notamment dans les secteurs des infrastructures et de l'énergie, afin de soutenir le développement économique et améliorer les conditions de vie de la population. Répondant aux

préoccupations des députés, il a rassuré sur la stabilité des indicateurs macroéconomiques, évoquant un déficit budgétaire maîtrisé et un endettement public jugé soutenable.

Il a réaffirmé l'engagement du gouvernement à assurer une gestion rigoureuse et transparente des finances publiques, axée sur des résultats concrets. Il convient de rappeler que la RDC a officiellement lancé son premier Eurobond le 9 avril dernier, une opération qui a permis de lever environ 1,25 milliard de dollars destinés principalement au financement des infrastructures et à la couverture de certains besoins budgétaires.

Zéphyrin Amboka Pengume



## **Un audit général du secteur minier lancé pour renforcer la transparence**

Le président Félix Tshisekedi a instruit le Gouvernement de lancer, dans un délai de 30 jours, un audit « exhaustif et nominatif » du secteur minier. Cette initiative vise à examiner le respect des obligations de rapatriement des recettes d'exportation, ainsi que la gouvernance des coentreprises et des actifs miniers de l'État.

L'annonce a été faite ce vendredi 24 avril à l'issue de la 87<sup>e</sup> réunion du Conseil des ministres. Le compte rendu officiel a été lu sur les antennes de la Radio Télévision Nationale Congolaise, confirmant la volonté des autorités de renforcer le contrôle dans un secteur clé de l'économie nationale. Placée sous la coordination de la Première ministre, cette opération mobilise plusieurs membres stratégiques du gouvernement.

Sont notamment concernés les vice-Premiers ministres en charge des Transports, de l'Économie et du Budget.

Les ministres des Finances, du Commerce extérieur, des Mines et du Portefeuille participent également à cette mission. Cette mobilisation interinstitutionnelle traduit l'ampleur et la sensibilité des enjeux liés à la gestion des ressources minières. L'Inspection générale des finances et la Gécamines sont associées à la conduite de cet audit. Elles bénéficieront de l'appui du cabinet du Chef de l'État afin de garantir la rigueur et la crédibilité du processus.

Selon Patrick Muyaya, cet audit permettra d'identifier les manquements dans la gestion actuelle. Il devra également évaluer les recettes non perçues par l'État, souvent pointées

du doigt dans les critiques du secteur. Les conclusions attendues devraient déboucher sur des recommandations concrètes. Celles-ci viseront à corriger les failles identifiées et à renforcer les mécanismes de contrôle et de redevabilité. Cette initiative intervient dans un contexte de pression croissante pour une meilleure gouvernance des ressources naturelles en République démocratique du Congo. Elle traduit la volonté des autorités d'instaurer davantage de transparence et d'optimiser les retombées économiques du secteur minier au profit de la population.

Don de Dieu Mbavu



# Kinshasa mise sur l'agriculture et la mobilité

La ville de Kinshasa amorce un tournant stratégique dans sa quête de modernisation. Vendredi 24 avril 2026, le gouverneur Daniel Bumba a reçu l'ambassadeur du Brésil en République démocratique du Congo, Roberto Parente, pour une rencontre axée sur le renforcement de la coopération bilatérale. Au cœur de ces échanges : deux leviers essentiels pour l'avenir de la capitale congolaise, à savoir l'agriculture et la mobilité urbaine.

Dans un contexte de croissance démographique rapide, Kinshasa fait face à des défis majeurs. L'urbanisation accélérée exerce une pression considérable sur les infrastructures, notamment en matière de transport et d'approvisionnement alimentaire. Pour y répondre, les autorités provinciales misent sur des partenariats internationaux capables d'apporter expertise, innovation et financement. Le Brésil, reconnu pour ses avancées dans ces deux secteurs, apparaît comme un allié de choix.

Au sortir de l'audience, Roberto Parente a souligné l'importance de cette collaboration naissante, évoquant la mise en place imminente d'un cadre structuré de coopération. Celui-ci vise à

accompagner le gouvernement provincial dans la réalisation de projets concrets, susceptibles d'améliorer le quotidien des Kinois. « C'est une excellente opportunité d'échanger sur des défis communs. Le Brésil et la RDC partagent des réalités comparables, propices à une coopération mutuellement bénéfique », a-t-il déclaré.

Sur le plan de la mobilité urbaine, Kinshasa ambitionne de moderniser son système de transport, aujourd'hui largement saturé. L'expérience brésilienne en matière de transports publics intégrés, notamment les bus à haut niveau de service (BRT), pourrait inspirer des solutions adaptées au contexte local. L'objectif est clair : fluidifier la circulation, réduire les embouteillages et améliorer l'accessibilité dans une métropole en pleine expansion.

Parallèlement, l'agriculture constitue un autre axe prioritaire. Malgré un potentiel important, la production locale peine encore à satisfaire la demande croissante de la population. Le partenariat envisagé avec le Brésil devrait permettre de valoriser les terres agricoles de la périphérie de Kinshasa, grâce à des techniques

modernes, une mécanisation accrue et un meilleur encadrement des producteurs. Cette approche vise non seulement à renforcer la sécurité alimentaire, mais aussi à créer des emplois et dynamiser l'économie locale.

Selon les autorités, plusieurs pistes de collaboration ont déjà été identifiées et feront prochainement l'objet d'un travail technique conjoint. Des experts brésiliens pourraient être mobilisés pour accompagner la mise en œuvre de projets pilotes, avec une perspective d'extension à grande échelle.

Cette rencontre marque ainsi une étape importante dans le rapprochement entre Kinshasa et le Brésil. Au-delà des intentions, les deux parties affichent une volonté commune de passer à l'action, en traduisant ce partenariat en réalisations concrètes. Si les engagements se concrétisent, cette coopération pourrait contribuer significativement à la transformation de la capitale congolaise, au bénéfice direct de ses habitants.

Zéphyrin Amboka Pengume



## A Goma, James Swan durcit le message sur le cessez-le-feu

En déplacement à Goma, au Nord-Kivu, le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en République démocratique du Congo et chef de la MONUSCO, James Swan, a posé les jalons de son mandat sur le terrain, en réaffirmant une ligne ferme : appui au cessez-le-feu, protection des civils et relance des efforts de paix.

Dès son arrivée vendredi, il a insisté sur « l'engagement total » de la mission onusienne à accompagner la mise en œuvre des résolutions 2773 (2025) et 2808 (2025) du Conseil de sécurité, dans un contexte sécuritaire toujours volatil dans l'Est du pays. Au cœur de cette première visite : des échanges avec les autorités locales, le Mécanisme élargi conjoint de

vérification Plus (EJVM+) et le Centre conjoint de fusion du renseignement, acteurs clés du suivi sécuritaire. James Swan a également pris acte des avancées issues des pourparlers de Montreux entre Kinshasa et le mouvement rebelle M23.

S'il a salué des progrès « encourageants » notamment en matière d'accès humanitaire et de dispositifs de protection judiciaire le chef de la MONUSCO a averti contre tout relâchement. Objectif affiché : consolider ces acquis pour mettre fin aux souffrances prolongées des populations civiles. Le message est sans ambiguïté : cessation immédiate des offensives, fin des interférences et manipulations des signaux GPS, liberté de mouvement totale pour la

MONUSCO, et sécurisation stricte de l'espace aérien comme des infrastructures aéroportuaires. James Swan a appelé l'ensemble des parties à respecter leurs engagements et à coopérer pleinement pour favoriser une désescalade durable. Cette mission à Goma, hautement symbolique, vise à « redynamiser la dynamique de paix » et à « restaurer l'espoir » dans une région meurtrie par des années de conflit.

Don de Dieu Mbavu

Est de la RDC

# A Kasindi, la police serre la vis contre les conteneurs hors normes

La cité frontalière de Kasindi-Lubiriha, point stratégique du commerce entre la République démocratique du Congo et l'Ouganda, a accueilli samedi 25 avril 2026 une mission de contrôle menée par le commissaire provincial de la Police nationale congolaise (PNC) au Nord-Kivu, le commissaire divisionnaire adjoint Makambo Gimba Dieudonné.

Arrivé en avant-midi, le haut responsable policier a été reçu par les éléments de la PNC locale ainsi que par les représentants des différents services étatiques présents à la frontière. Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'application d'une mesure prise par l'autorité provinciale visant à

réguler la circulation des véhicules transportant des conteneurs hors normes.

Au cœur de cette mission figure la mise en œuvre stricte de la décision du gouverneur militaire du Nord-Kivu, le général-major Évariste Kakule Somo, interdisant la circulation des camions dépassant les dimensions autorisées. Cette mesure, consignée dans une note circulaire datée du 9 mars 2026, s'appuie sur l'arrêté interministériel du 29 avril 2014 relatif à la protection du patrimoine routier national.

Selon cette réglementation, les dimensions maximales d'un véhicule ou d'un ensemble routier

sont clairement définies : 18 mètres de longueur, 2,5 mètres de largeur et 4 mètres de hauteur, chargement compris. Toute entorse à ces normes est susceptible de causer une dégradation accélérée des infrastructures routières, déjà fragilisées dans cette partie du pays. Sur le terrain, le commissaire provincial a effectué une ronde à travers les principaux axes de la cité afin de constater le niveau de respect de cette interdiction. Cette descente lui a également permis d'échanger directement avec les conducteurs de poids lourds et les opérateurs de transport, qu'il a appelés à se conformer aux dispositions en vigueur.

Gires Kasongo

## Insécurité grandissante dans la commune de Ndjili à Kinshasa : une population sous pression

Située dans la partie est de Kinshasa, la commune de Ndjili fait face à une recrudescence inquiétante de l'insécurité. Jadis considérée comme une zone populaire dynamique, elle est aujourd'hui le théâtre de multiples actes criminels qui perturbent gravement la vie quotidienne de ses habitants.

### Une montée alarmante de la criminalité

Depuis plusieurs mois, les habitants dénoncent une augmentation des vols à main armée, des cambriolages nocturnes et des agressions. Dans certains quartiers, des gangs urbains, communément appelés « kuluna », sèment la terreur, souvent armés de machettes et d'objets contondants. Ce phénomène n'est pas isolé : il s'inscrit dans une tendance plus large observée à travers la capitale congolaise, marquée par une criminalité urbaine violente.

Des témoignages locaux font également état des cas



d'enlèvements et de violences nocturnes, accentuant le sentiment d'insécurité, notamment aux heures tardives. « Il y a l'insécurité dans cette commune. J'ai été visité dans ma maison par des kuluna avec des armes blanches. Ils ont de l'argent et des biens tels que télévision, congélateurs, home, cinéma et tant d'autres. Même mes 2000 USD. Ils ont saccagé ma maison. Il s'agit principalement des quartiers 5, 6 et 13 », a témoigné Chantal Lutete Ntumba victime de

l'insécurité dans cette commune.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation préoccupante. Le chômage des jeunes, la pauvreté persistante et l'absence d'encadrement social favorisent la délinquance. À cela s'ajoute une urbanisation rapide et mal planifiée, qui rend difficile le contrôle de certains quartiers.

# “Pays dangereux et pauvre” : le cri d’un migrant expulsé vers la RDC

Une semaine après l’arrivée des premiers migrants expulsés des États-Unis vers la République démocratique du Congo, les langues commencent à se délier. Parmi eux, Hugo Palencia Roper, ressortissant colombien, a livré un témoignage critique sur ses conditions de séjour, suscitant des interrogations sur les contours de cet accord migratoire inédit entre Kinshasa et Washington.

Dans une interview accordée à Africa News, le migrant affirme ne pas comprendre les raisons de son transfert vers la RDC, un pays avec lequel il n’entretient aucun lien direct. « Le problème, c’est qu’ici nous n’avons même pas de permis de travail pour chercher un emploi. On voit que ce pays est très dangereux. Quand j’ai observé les gens dans la rue hier, on remarque une grande pauvreté. Le pays est peu développé et l’incertitude demeure. Nous attendons de voir

ce qui va se passer après ces sept jours », a-t-il déclaré.

Ces propos traduisent un malaise grandissant parmi certains migrants, confrontés à une réalité qu’ils jugent difficile. L’absence de statut clair, notamment en matière de droit au travail, alimente leur inquiétude et renforce le sentiment d’instabilité. Pour plusieurs observateurs, cette situation met en lumière les défis liés à la mise en œuvre de cet accord bilatéral, encore peu détaillé dans ses modalités pratiques.

Selon les autorités congolaises, ce transfert de migrants s’inscrit dans le cadre d’un partenariat conclu avec les États-Unis. Le premier groupe est arrivé sur le sol congolais le 17 avril 2026, sans que les autorités ne précisent la durée exacte de leur séjour ni les conditions d’intégration ou de prise en charge.

À ce stade, aucune communication officielle n’a été faite concernant l’éventuelle arrivée d’un second contingent. Ce flou alimente les interrogations tant au sein de l’opinion publique que parmi les acteurs de la société civile.

Certains s’inquiètent de la capacité du pays à accueillir ces migrants dans des conditions dignes, tandis que d’autres appellent à plus de transparence sur les engagements pris par les deux parties. Au-delà des critiques, cette situation pose la question plus large de la gestion des flux migratoires à l’échelle internationale et du rôle des pays tiers dans les politiques d’expulsion. Pour les migrants concernés, l’urgence reste toutefois immédiate : obtenir un statut clair, des perspectives d’avenir et des conditions de vie acceptables.

Zéphyrin Amboka Pengume

## Kwango : une offensive agricole d’envergure pour juguler l’insécurité alimentaire



Face à une insécurité alimentaire jugée préoccupante par la Banque mondiale, la République démocratique du Congo intensifie sa riposte en s’appuyant sur le levier agricole. Dans la province de Kwango, au Sud-Ouest du pays, une opération de grande ampleur a été lancée jeudi 23 avril 2026, avec la mise à disposition de 688 000 mètres linéaires de boutures de manioc au profit des producteurs locaux.

Pilotée par le ministère national de l’Agriculture, cette initiative vise à convertir le potentiel agricole de la région en une réponse concrète aux besoins nutritionnels des populations. Selon l’inspecteur semencier provincial, Lino Mukonso, la distribution cible en priorité les coopératives, les organisations paysannes ainsi que les ménages agricoles.

Le choix du manioc, aliment de base en RDC, relève d’une

stratégie mûrement réfléchie : accroître la production locale, réduire la dépendance aux importations et atténuer la volatilité des prix sur les marchés ruraux. Cette intervention s’inscrit dans une dynamique plus large de relance des filières agricoles dans les zones les plus vulnérables. Au-delà de la réponse d’urgence, cette dotation en intrants de qualité constitue un levier structurant pour inverser durablement la tendance à la précarité alimentaire.

En renforçant les capacités techniques des agriculteurs de Kwango, le gouvernement ambitionne de créer un effet d’entraînement, susceptible de stimuler la croissance économique rurale et de renforcer la résilience des communautés face aux chocs alimentaires.

Don de Dieu Mbavu

**BURKINA FASO****Une réserve militaire de 100 000 hommes pour renforcer la riposte sécuritaire**

sur le terrain. Toutefois, la création d'une réserve structurée et légalement encadrée marque une étape supplémentaire dans l'organisation de la défense nationale, avec une volonté d'institutionnaliser la mobilisation populaire.

Au-delà de l'aspect sécuritaire, ce projet de loi soulève également des enjeux sociaux et politiques. La mobilisation de milliers de civils nécessite des ressources importantes en matière de formation, d'encadrement et d'équipement. Elle pose aussi la question de la cohésion nationale et de la capacité de l'État à encadrer efficacement une force aussi importante, dans un contexte où les défis logistiques et financiers demeurent considérables.

Depuis 2015, le Burkina Faso est confronté à une spirale de violences liée à l'expansion de groupes jihadistes dans la région sahéenne. Cette nouvelle initiative traduit la volonté des autorités de reprendre l'initiative sur le terrain et de renforcer la résilience nationale. Reste à voir si cette réserve militaire ambitieuse pourra répondre efficacement aux défis sécuritaires complexes auxquels le pays est confronté.

Face à une dégradation persistante de la situation sécuritaire, le Conseil des ministres du Burkina Faso a examiné et adopté un avant-projet de loi visant à créer une réserve militaire « immédiatement mobilisable ». Cette initiative s'inscrit dans une stratégie globale de renforcement des capacités de défense du pays, confronté depuis plusieurs années à des attaques armées récurrentes attribuées à des groupes terroristes opérant dans la région du Sahel.

Le projet prévoit la mise en place d'une force de réserve pouvant atteindre jusqu'à 100 000 hommes. Cette réserve

serait constituée de citoyens formés et prêts à être déployés rapidement en cas de besoin, en appui aux forces régulières. L'objectif est d'accroître la réactivité opérationnelle de l'armée et de mieux sécuriser les zones vulnérables, notamment dans le nord et l'est du pays, où les violences restent particulièrement intenses.

Cette réforme s'inscrit dans la continuité des mesures déjà engagées par les autorités burkinabè, notamment le recours aux Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), un dispositif civilo-militaire lancé pour renforcer la présence sécuritaire

## Papa Wemba immortalisé à Abidjan une rue, un titre d'honneur et une mémoire éternelle



Le 24 avril restera désormais une date chargée d'émotion et de symboles à Abidjan. Dix ans après sa disparition, Papa Wemba continue de faire vibrer les cœurs, et la Côte d'Ivoire lui a rendu un hommage à la hauteur de son immense héritage artistique.

Dans le quartier mythique d'Anoumabo, là même où l'artiste s'était effondré sur scène en 2016, une rue porte désormais son nom. Un geste fort, chargé de mémoire, qui inscrit à jamais le "roi de la rumba" dans le paysage urbain ivoirien. Au-delà de cette reconnaissance symbolique, l'icône de la musique congolaise a été faite citoyen d'honneur de la commune de Marcory.

Une distinction prestigieuse qui vient saluer non seulement son talent, mais aussi son influence culturelle à travers l'Afrique et

le monde. Mieux encore, Papa Wemba a été élevé, à titre posthume, au rang de Commandeur de l'ordre du mérite communal par Aby Raoul. Une décision qui témoigne de la profondeur du respect et de l'admiration que lui voue la nation ivoirienne.

Cet hommage s'inscrit dans le cadre de la commémoration des dix ans de sa disparition, organisée à l'initiative du FEMUA, en collaboration avec la mairie de Marcory. Un moment de recueillement, mais aussi de célébration d'une carrière hors du commun.

La cérémonie a rassemblé plusieurs personnalités de premier plan, parmi lesquelles la ministre Mariatou Koné, l'ambassadeur de la RDC en Côte d'Ivoire Gilbert Naiya Nabina, ainsi que de nombreux

acteurs du développement local et de la culture.

L'événement a également été marqué par des prestations musicales assurées par des orchestres congolais basés en Côte d'Ivoire, ravivant l'âme de la rumba et replongeant le public dans l'univers unique de celui que beaucoup considèrent comme un monument de la musique africaine. Dix ans après son départ, Papa Wemba continue de vivre à travers ses œuvres, son style et son influence. À Anoumabo, son nom résonnera désormais à chaque coin de rue, comme un rappel éternel de son génie et de son passage inoubliable sur la scène musicale mondiale.

Henry Noël Mbuta Vokia

# 24NEWS HEBDO

*Formés pour informer, actualité 24h*